

Du Canada à la Corse, l'été des pompiers vauclusiens a été chaud



Le Sdis 84 (Service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse) vient de présenter une partie de ses pompiers intervenus cet été sur les feux de forêt au Canada ainsi que dans la prévention des incendies en Corse.

Durant l'été, 8 sapeurs- pompiers du SDIS de Vaucluse sont partis en renfort lors des feux de forêt au Canada. Tout d'abords, ce sont le lieutenant-colonel David Durupt et le lieutenant Guillaume Pascal, spécialisés dans la lutte contre les feux d'espaces naturels, qui sont partis en renfort le jeudi 8 juin dernier pour lutter contre les incendies de forêt qui sévissaient dans la province de Québec au Canada.





Un soutient intervenu dans le cadre du mécanisme européen de protection civile.



Ils ont rejoint le détachement français composé d'une centaine de personnels issus des SDIS et des UIISC (Unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile). Placé sous le commandement des autorités locales, le détachement s'est intégré dans le dispositif canadien et a mis en œuvre ses moyens et ses compétences en matière de réalisation de feux tactiques, d'opérations héliportées, d'établissements de grande longueur, de préparation du terrain et de traitement de lisières. La durée de leur mission aura été de 3 semaines.

Ils ont ensuite été relevés dans le cadre d'une coopération bilatérale France-Canada le 29 juin 2023 par trois nouveaux sapeurs-pompiers vauclusiens : le lieutenant-colonel Bouijoux, spécialisé dans la lutte contre les feux de forêt, l'adjudant-chef Latour et le caporal-chef David, spécialistes dans les feux tactiques et le brûlage dirigé.



Ecrit par le 31 octobre 2025



L'adjudant-chef Latour et le caporal-chef David

Une dernière relève, dans ce même cadre, s'est opérée 3 semaines après, le mercredi 19 juillet 2023, avec le lieutenant-colonel Edouard Gillet, l'adjudant-chef Eric Pau et le sergent-chef Emile Laurain, tous spécialisés dans la lutte contre les feux d'espaces naturels. La mission de renfort feux de forêt au Canada s'est terminée le 8 août 2023 avec le retour de cette dernière relève.

Des renforts également déployés en Corse

Afin de garder une réponse opérationnelle optimale au vu du niveau de risque feux de forêt en Corse, un détachement de sapeurs-pompiers de la zone Sud venus du continent a été mis en place à partir du 26 juillet jusqu'au 15 septembre 2023. Dans ce cadre, le SDIS 84 a mis à disposition de la zone un camion-citerne feux de forêt avec un équipage, soit 4 sapeurs-pompiers, dès le 26 juillet 2023. 6 relèves auront été assurées toutes les semaines, ce qui représente 29 pompiers vauclusiens mobilisés au total.

Ecrit par le 31 octobre 2025

L.G.

Lucien Stanzione, 'Je me bats pour un département rural en danger'



Lucien Stanzione, sénateur socialiste, a fait le point des dossiers de son mandat de six ans dont trois passés à défendre particulièrement les filières les plus en souffrance du département : la lavande et la cerise ainsi que le financement de la recherche pour les maladies et les ravageurs.



L'homme politique s'attaque, pour les 3 ans à venir, à la professionnalisation du statut d'élu et à l'obtention d'une protection juridique identique à celle des magistrats et des forces de l'ordre face à l'insécurité grandissante. Il est également question de sécurité et de défense des services publics.

«Le Vaucluse assied son économie sur l'agriculture. Or, celle-ci se transforme, notamment du point de vue de la règlementation ; celle de l'offre et de la demande.»

«Il y a encore 5 ans, tout allait bien pour la lavande.

C'était une culture d'avenir pour des zones déshéritées avec des cours élevés allant de 100 à 120€ le kilo d'huile essentielle. Puis les industriels de la Beauce, voyant les cours de blé chuter, se sont lancés dans la lavande, obtenant pour la mise en place des distilleries, des subventions européennes. Les territoires voisins du fleuve Rhône se sont mis à planter, tandis que la Bulgarie faisait elle-aussi de l'importation de lavande. Les grands parfumeurs ont acheté des terres en Bulgarie et planté sur place. C'est toute cette concomitance de faits et le développement des huiles essentielles de lavande qui ont fait chuter les cours. Résultat, 4 ans après, nous sommes entre 12 et 17€ le kilo. L'huile essentielle fine de lavande n'est plus rémunératrice -en dessous de 15€/kg pour l'agriculteur-. Le coût d'exploitation est devenu supérieur au bénéfice de la vente.»

Copyright Office de tourisme pays d'Apt Luberon

«Il y a aussi la question des ravageurs

Les produits de traitement phytosanitaires ont été interdits -dont certains détectés -diméthoateprobablement cancérigènes- sans que simultanément il y ait des alternatives. Les plantes sont en train de crever. En réaction, au Sénat, nous avons imposé le vote d'une enveloppe de 10M€ d'aide aux lavandiculteurs dont 1M€ à l'aide directe et avons insisté pour, surtout, financer la recherche. Cependant les critères d'éligibilité pour toucher ces 9M€ d'aides sont tellement stricts que seulement 5M€ ont été affectés et sur 850 lavandiculteurs vauclusiens, 300 sont éligibles.»

«Il faut encore se battre pour la cerise.

Et faire de l'amande et de la pistache, ce serait renoncer à la cerise. On n'en n'est pas là. Il faut encore se battre et trouver des traitements efficaces contre les ravageurs. Le seul remède actuellement prescrit est le filet -c'est entre 40 000 et 70 000€ l'hectare- sur les arbres, et lorsqu'il faut faire un traitement complémentaire, l'agriculteur doit retirer et remettre les filets. Et cela est à ajouter au coût d'exploitation. Là encore, il faut faire des efforts avec l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement). C'est 10M€ qu'il faut créditer à la recherche.»

Cerises du Ventoux copyright PNR Ventoux/Vori

La distillation du vin

«Nous en sommes à quasiment deux années de stock de vin non écoulé. La crise vient aussi, en partie, des changements des modes alimentaires. On boit de moins en moins de vin rouge et de plus en plus de vin rosé et blanc. Les vins du Bordelais (région qui vit, actuellement, un plan d'arrachage des vignes), et



des Côtes-du-Rhône classiques, à l'exclusion des grands crus, ne se vendent plus. Finalement le Gouvernement a autorisé en décembre dernier, la distillation 3 millions d'hectolitres de vin rouge.»

«Je travaille également sur l'irrigation du nord Vaucluse,

via le dossier HPR (schéma directeur de réseaux d'irrigation modernes, multi-usages), mené en particulier par Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse. Son enveloppe est comprise entre 200€ et 400M€. Le Canal de Carpentras est mandaté pour en être le metteur en scène, avec l'expertise du Canal de Provence, au chapitre technique. Deux branches irrigueraient l'une jusqu'au nord Vaucluse et l'autre branche au Sud de la Drôme. Les questions à régler ? Cette irrigation serait conçue pour quelle agriculture ; pour quelles productions ; pour quelle consommation et sur quelles techniques agricoles ? Car sans eau, il n'y a pas d'agriculture.»

«La Poste

La fermeture des postes n'est pas tolérable car c'est le service public de la proximité que j'ai toujours défendu. Pourtant, le bureau de Poste de Saint-Ruf, à Avignon, comme ceux des petites communes ferment. Nous devons penser aux personnes les plus en difficulté comme les personnes âgées, les personnes handicapées, celles qui ne peuvent pas se déplacer parce qu'elles n'ont pas de véhicules, les gens qui vivent avec nous et autour de nous. Cependant, pour les petites communes, comme Saignon, l'agence communale postale, aux horaires élargis, peut être une solution. Le problème ? C'est la perte des services financiers. Les personnes qui ont un compte à La Poste ou perçoivent leur pension n'y ont accès que dans un véritable bureau de la Poste qui sont, hélas, regroupés dans les grandes villes.»

La fermeture des hôpitaux

«Nous vivons une crise de la santé publique et de l'urgence médicale. Cela veut dire que l'on joue avec la santé des gens. Même le 15 ne dispose plus, systématiquement, d'un médecin car on en manque. Il est, le plus souvent, remplacé par un infirmier. Il y a des médecins urgentistes dans les Forces armées, réquisitionnons les pour faire les urgences de nuit. Nous avons besoin de professionnels pour faire les premiers soins. Faisons de même avec les médecins libéraux volontaires des sapeurs-pompiers.»

Quand la République recule

«A propos de la police nationale urbaine ? On nous avait annoncé plus de 43 postes et on se retrouve avec 15. Je demande pourquoi, et l'on me répond que personne ne veut venir. Je n'ai pas compris parce que des familles de la région parisienne –où démarrent la carrière de tous les jeunes policiers- m'ont saisi pour rejoindre leur famille dans le sud. En même temps, on me répond qu'il n'y a pas de volontaires pour venir. Si l'on a envie de mettre en place la politique que l'on annonce, -je parle du ministre de l'Intérieuralors pourquoi vivons-nous cette situation ridicule ?

La lutte contre la drogue ?

Finalement, la lutte contre la drogue n'est pas menée comme elle devrait l'être et comme nous le voyons à Cavaillon, Carpentras –la situation du bois de l'Ubac est catastrophique avec ses guetteurs installés- et à Avignon. Il faut arrêter la politique du bling-bling avec Gérald Darmanin en shérif. Ces solutions ne sont pas opérantes. Les gens qui habitent ces quartiers ont de faibles revenus et ne peuvent habiter que là. Ils



sont pris en otages dans une cité contrainte par des trafiquants et où il n'y a plus de services publics. Nous avons besoin de moins d'annonces et de plus d'efficacité, avec l'affectation permanente de policiers. La CRS 8 ? C'est de la rigolade, parce qu'ils ne restent que 4 jours, juste le temps, pour les dealers, d'aller à la mer.»

Lutte contre la drogue DR

La violence envers les élus

«Je demande depuis plus de 10 ans, un véritable statut des élus 'Agent civique territorial'. Nous demandons un projet de loi pour un statut de fonctionnaire citoyen, comparable à celui des agents de la fonction publique. On passe du système de l'indemnité à celui de la rémunération et à un système de protection de l'élu et de la personne.»

Perspectives pour les 3 années à venir

«Tenant compte de mes nouvelles fonctions au Sénat, dans le cadre de la commission des Affaires économiques, celle de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement et de la Délégation aux collectivités territoriales, mon action se complètera vers le monde de l'économie en faveur de l'emploi, de la formation, des rémunérations en travaillant avec les élus sur le développement de l'entreprise, de l'artisanat et de l'activité de proximité. Sans oublier le 3ème versant de l'économie vauclusienne : le tourisme.

Le élus se battent pour maintenir les services de proximité DR

«Par ailleurs, il se pose aussi la question du devenir des grands villes de notre département.

Je rappelle que les prochaines élections municipales auront lieu dans 3 ans. Et si l'on ne répond pas aux préoccupations des bassins de vie en termes de développement économique, de sécurité et des questions sociales, il est probable que ces villes rencontrent de grandes difficultés dans tous ces domaines au détriment des vauclusiens. »

«A propos du Rassemblement national

Je tiens aussi à dire que malgré ce qu'ils veulent faire croire, ce ne sont pas eux -les élus du rassemblement national ou assimilé- qui défendent la justice sociale et la lutte contre les inégalités. Ce ne sont pas eux qui défendent les plus faibles. La preuve : ils ont refusé le repas à 1€ pour les étudiants pauvres, ainsi que la proposition de la gauche du Smic à 1500€ net. Sur les questions sociétales, également, ils refusent l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution. Un député RN a ainsi proposé récemment que les femmes retournent dans leur foyer plutôt que de travailler. Ma ligne de conduite est de travailler avec tous les élus, ceux de gauche et ceux qui se réclament de l'arc républicain au service des vauclusiens et des élus.»



Ecrit par le 31 octobre 2025



Dans les coulisses de la conférence de presse

Gendarmerie : 3 nouvelles brigades pour le Vaucluse



Ecrit par le 31 octobre 2025



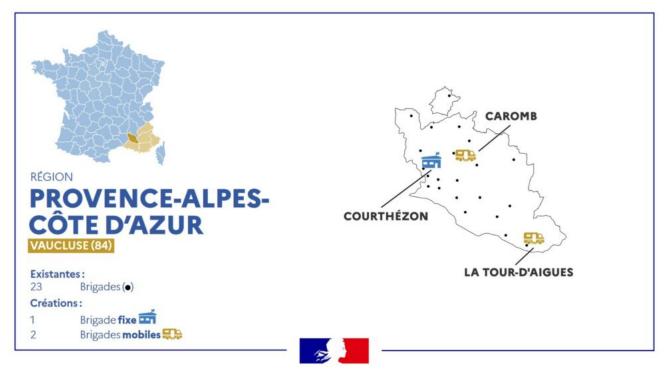
La liste des 238 nouvelles brigades de gendarmerie qui vont être créées en France afin de renforcer le maillage du territoire vient d'être dévoilée par le président de la République. Parmi elles figurent la création de trois sites en Vaucluse avec une brigade fixe et deux brigades mobiles. Elles s'ajoutent aux 23 brigades déjà implantées dans le département où l'on dénombre plus de 700 militaires (officiers, sous-officiers, gendarmes, contractuels et personnels civils) ainsi que 450 réservistes répartis dans les 4 compagnies (Avignon, Carpentras, Orange et Pertuis), l'escadron départemental de sécurité routière, la MCPF (Maison de confiance et de protection des familles) et l'ART (Antenne du renseignement territorial).

Une brigade fixe, 2 brigades mobiles

La brigade fixe verra le jour à Courthézon. Selon la préfecture de Vaucluse, elle « vise à densifier le maillage territorial de la gendarmerie dans une zone à forte croissance démographique, traversée par des axes routiers à forts enjeux locaux et nationaux et exposée à une densité délinquante significative ». Les deux brigades mobiles seront déployées à Caromb et la Tour d'Aigues. Celle de Caromb, dite brigade mobile du Mont Ventoux, aura vocation à couvrir le territoire situé à l'Est/Nord-Est de l'agglomération de Carpentras dans une zone touristique estivale importante, connaissant une certaine pression démographique et exposée aux cambriolages. Une dizaine de gendarme y seront affectés.



Celle de la Tour d'Aigues, désignée brigade mobile du Pays d'Aigues, vient renforcer la présence de la gendarmerie dans un secteur constituant à la fois une zone touristique estivale importante du département, mais également une zone de croissance économique et démographique, connaissant une densité délinquante significative. Chacune de ces brigades mobiles sera constituée de 6 gendarmes.



L'implantation des futures brigades de gendarmerie de Vaucluse.

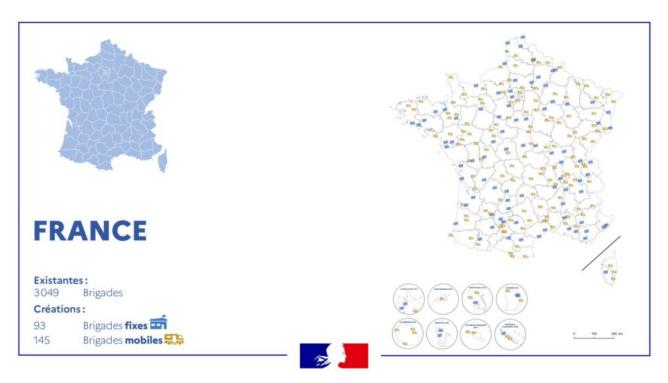
Implantation à Saint-Andiol et Pélissanne

Juste à côté du Sud Vaucluse, une brigade mobile va aussi être implantée, dans le Nord des Bouches-du-Rhône, à Saint-Andiol et une fixe à Pélissanne. Dans les autres départements limitrophes une brigade fixe va voir le jour à Villeneuve et une mobile à Sisteron dans les Alpes-de-Haute-Provence. Pour le Gard : 3 brigades mobiles à Aimargues, Saint-Hippolyte-du-Fort et Saint-Jean-du-Gard. Pour l'Ardèche : 2 brigades mobiles à Rosières et Vernoux-en-Vivarais. Enfin pour la Drôme : 2 brigades fixes à Tourrettes et Châteauneuf-de-Galaure.

Compenser les 500 fermetures de brigades dans les années 2000

Au niveau national, 145 brigades mobiles et 93 fixes vont voir le jour. Elles compléteront les 3 049 existantes. Cette mesure vise à la fois à renforcer le service public de la sécurité dans les territoires, alors que près de 500 brigades avaient été supprimées au début des années 2000, mais également à adapter le maillage territorial de la gendarmerie aux évolutions de la démographie et de la délinquance. Ce déploiement de nouvelles brigades correspond à 2 144 gendarmes supplémentaires. Plus de 300 militaires seront formés chaque année pour rejoindre ces unités.





Les 238 nouvelles brigades de gendarmerie prévue dans le cadre des annonces du président de la République.

Appel à témoin pour identifier la victime de l'accident de l'Isle-sur-la-Sorgue



Ecrit par le 31 octobre 2025





Après la découverte mercredi matin du corps d'un homme gisant au bord de la route à l'Islesur-la-Sorgue, les gendarmes de Vaucluse lancent un appel pour permettre l'identification de la victime.

« Dans la matinée du 13 septembre 2023, le corps d'un homme d'une soixantaine d'années, de type européen, cheveux grisonnants, vêtu d'un t-shirt et short bleu, est découvert en bordure de route, sur la D25, route de Caumont à l'Isle-sur-la-Sorgue. Cette victime n'étant toujours pas identifiée, nous en diffusons un portrait-robot », explique le groupement de gendarmerie départementale du Vaucluse. Toute personne susceptible d'apporter des éléments permettant son identification, peut contacter la brigade de gendarmerie de l'Isle-sur-la-Sorgue au 04 90 38 00 17 ou composer le 17.

Dans cette affaire, une femme d'une trentaine d'années a été arrêtée depuis et mise en examen pour homicide involontaire et délit de fuite. Elle est soupçonnée d'avoir percuté l'inconnu, qui n'avait pas de papier sur lui, et que les gendarmes cherchent donc à identifier.

L'autopsie du corps ayant confirmé la thèse d'un choc avec une voiture, la conductrice incriminée a été placée sous contrôle judiciaire et a vu son permis retiré. Cette dernière, ne conduisait ni alcoolisée, ni sous l'empire de stupéfiants.

L.G.



Trafic de drogue : Coup de filet des 'stups' à Montfavet et la Barbière



Les policiers de Vaucluse viennent de procéder à l'arrestation de 5 personnes dans le cadre d'une enquête liée au trafic de drogue dans les quartiers de la Barbière et des Broquetons à Montfavet. L'occasion de résoudre également l'incendiaire d'une voiture de police le mois dernier.

« Le quartier les Broquetons à Montfavet abrite un trafic de stupéfiants très actif auprès duquel une



centaine de clients provenant des villes voisines s'approvisionnent tous les jours, expliquent les services de la police nationale de Vaucluse. Après plusieurs semaines d'enquête réalisée par la brigade des stupéfiants de Sûreté Départementale la structure du réseau est établie : tête de réseau, gérante tandis que les guetteurs, vendeurs et appartements nourrices changent régulièrement au gré des opérations de Police. Ces derniers sont considérés par les gérants comme de la main d'œuvre 'jetable' que l'on peut sacrifier. »

Interpellation de la tête de réseau à la Barbière

Mardi 12 septembre dernier, la tête de réseau est interpellée par les 'stups' quartier la Barbière alors qu'il vient de s'approvisionner dans un appartement nourrice. Lors de l'interpellation, il cherche à s'enfuir à bord de sa voiture et fonce délibérément sur un enquêteur en moto qui parvient à l'éviter. Il percute une bordure pour s'enfuir mais casse sa roue avant et se retrouve immobilisé avant d'être finalement interpellé.

Dans son véhicule, les enquêteurs retrouvent un sac contenant 3 kilos de résine de cannabis et 150 grammes de cocaïne une arme factice, un taser et une cagoule. L'appartement nourrice est perquisitionné et ses deux occupants interpellés. Les policiers y saisissent 5,5 kilos de résine de cannabis et 200 grammes de cocaïne supplémentaires ainsi que le matériel de conditionnement. Ce sont les deux locataires qui sont chargés de la découpe des stupéfiants et du conditionnement.

L'incendiaire d'un véhicule de police retrouvé

La 'gérante' des Broquetons est également interpellée par la suite ainsi qu'un ancien revendeur. La perquisition chez la tête de réseau permet la saisie de 22 000€ en numéraires. La tête de réseau refuse de donner des explications. Les auditions des autres individus confirment la structure et les rôles de chacun. Il est à noter que le 15 août dernier un véhicule de police avait été incendié au quartier les Broquetons par un individu cagoulé. Cet incendie a endommagé trois autres véhicules par propagation. L'enquête démontre que l'auteur principal de l'incendie est le revendeur interpellé. Il a agi en présence de la gérante du point de deal. Il finit par reconnaitre les faits pendant la garde à vue.

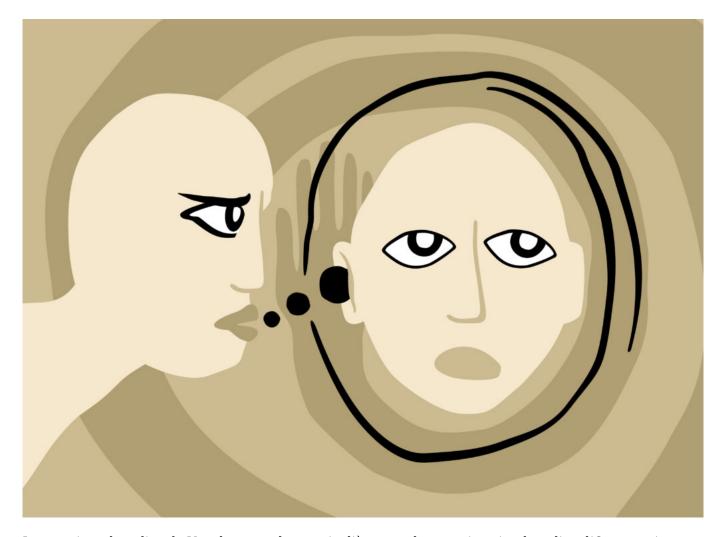
Les suites judiciaires

Les cinq mis en cause : la tête de réseau (24 ans, sans profession, demeurant à Avignon), la gérante (29 ans, sans profession, demeurant Avignon et Béziers), les deux individus dans l'appartement nourrice chargés du conditionnement (respectivement 24 ans, sans profession et 22 ans, employé, demeurant Avignon) ainsi que le revendeur et auteur de l'incendie (26 ans, sans profession demeurant à Marguerites) ont été déférés ce matin en comparution immédiate.

L.G.



Orange: Fausses rumeurs, vrai délit



Les services de police de Vaucluse, et plus particulièrement le commissariat de police d'Orange, tiennent à attirer l'attention du public sur l'absence totale de fondement d'une rumeur relayée via les réseaux sociaux, désignant le conducteur d'un véhicule Ford Transit à bandes bleues, comme auteur d'enlèvement d'enfant.

« Aucune infraction de ce type n'a été constatée par les services de police de Vaucluse ou des départements voisins, explique les services de la police nationale de Vaucluse. Aucune disparition d'enfant n'a été signalée au service de police ou de gendarmerie de la région d'Orange et nord Vaucluse. Il est demandé à chacun de cesser la diffusion d'information erronée susceptible de créer un sentiment d'insécurité infondé pour la population et notamment pour les familles d'enfants en bas âges. »

La dénonciation mensongère constitue un délit passible jusqu'à 6 ans d'emprisonnement et 7 500€ d'amende.



La police de Vaucluse rappelle en revanche que tout comportement suspect doit être immédiatement signalé au service de police ou de gendarmerie par simple appel sur le 17 police secours.

L.G.



Rodéo urbain : les gendarmes de Vaucluse font coup double



Ecrit par le 31 octobre 2025





En mission de prévention de proximité ce lundi 4 septembre dans l'après-midi, une patrouille du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) d'Avignon a repéré un rodéo urbain en cours en pleine cité à Sorgues.

« A son approche, le motard prend la fuite à grande vitesse, slalomant entre les véhicules et réalisant des acrobaties périlleuses sur sa moto cross, sans être porteur de son casque, explique le groupement de gendarmerie départemental de Vaucluse. Après quelques centaines de mètres, sa moto tombe en panne, l'obligeant à la pousser en direction de la cité voisine. Alors que les militaires arrivent au niveau du jeune mineur, ce dernier jette sa moto contre leur véhicule et prend la fuite en courant. Il est toutefois vite rattrapé et interpellé. Il va devoir maintenant répondre des infractions de défaut de casque, dégradation du véhicule de gendarmerie et conduite d'un véhicule non homologué pour la route. »

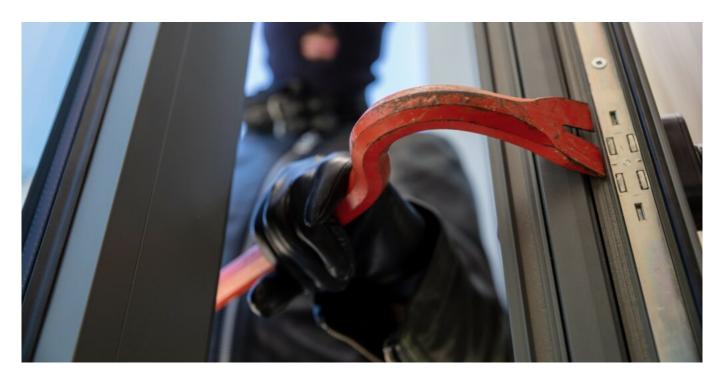
Après Sorgues, Entraigues-sur-la-Sorgue

Quelques heures plus tard dans la nuit, c'est à Entraigues-sur-la-Sorgue que les PSIG d'Avignon et de Carpentras ont intercepté un autre pilote en plein rodéo urbain. Celui-ci a également refusé d'obtempérer et tenté de s'enfuir en provoquant une collision avec l'un des véhicules de service. Le pilote de 19 ans a opposé, en vain, une vive résistance aux forces de l'ordre lors de son interpellation. Le concernant, il devra répondre des infractions de conduite sous l'emprise de substances stupéfiantes mais également d'alcool, auxquelles s'ajoutent des dégradations et la conduite d'un véhicule non homologué.

L.G.



6 habitants du Sud-Est sur 10 craignent d'être cambriolés cet été



Pas de trêve estivale pour les cambrioleurs, bien au contraire. Plus d'un quart des cambriolages ont lieu en juillet et août, quand les logements sont désertés pour les vacances. A l'heure des grands départs, <u>Leocare</u>, en partenariat avec <u>Poll&Roll</u>, a interrogé les habitants du Sud-Est sur leur expérience des cambriolages et leur crainte d'en être victimes au moment de laisser leur habitation vide pour quelques jours ou semaines de villégiature.

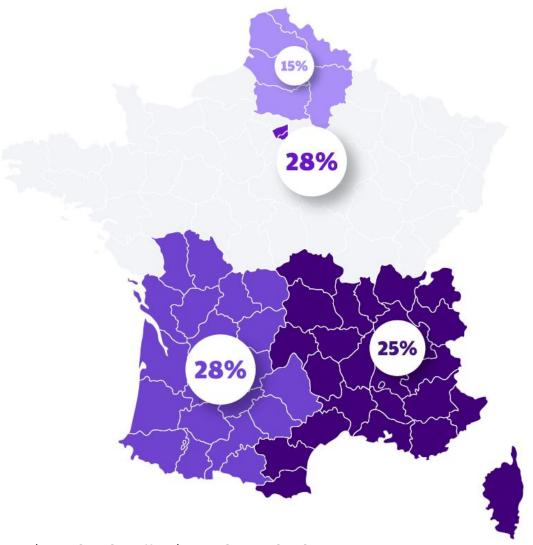
1 habitant du Sud-Est sur 5 a déjà été cambriolé

En France, un cambriolage a lieu toutes les deux minutes, selon l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). 25% des habitants du Sud-Est ont déjà été cambriolés, dont 6% à plusieurs reprises, selon l'étude menée par <u>Leocare</u>.

Néanmoins, toutes les régions ne sont pas égales face au risque de cambriolage. En chiffres bruts, c'est Paris qui est la plus affectée (28%), devant <u>le Sud</u> (26%), en particulier le Sud-Ouest (28%) et le Sud-Est (25%). Le Nord semble, à l'inverse, plus épargné (15%).



Ecrit par le 31 octobre 2025



Les régions les plus affectées par les cambriolages © Leocare en partenariat avec Poll&Roll

Les personnes âgées sont également davantage touchées : 38% des habitants du Sud-Est âgés de plus de 66 ans ont déjà vécu un cambriolage, dont 14% à plusieurs reprises.

Manque de protection des habitations

Autre enseignement du sondage, les habitants du Sud-Est investissent peu dans les dispositifs de protection de leur habitation. 73% des victimes indiquent en effet que leur logement n'était pas équipé d'un guelconque système de sécurité avant leur cambriolage.

« Entre deux dépenses, l'une plaisir, l'autre contrainte, on opte généralement pour la première. Or, de toute évidence, un vitrage de sécurité et des serrures blindées ne sont pas des achats plaisir... La plupart des propriétaires ont donc tendance à s'équiper une fois qu'ils ont été victimes d'un cambriolage et non



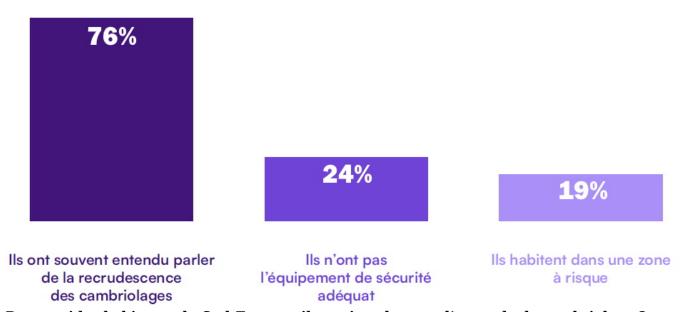
avant », explique Christophe Dandois CEO et co-fondateur de Leocare.

Lire également - « Prévention des cambriolages : les conseils de la gendarmerie de Vaucluse »

Cambriolages : la grande peur de l'été

Le manque de protection contre les intrusions est d'autant plus étonnant que les Français manifestent, par ailleurs, une forte anxiété à l'idée d'abandonner leur domicile pendant les vacances. Ainsi, 61% des habitants du Sud-Est craignent d'être cambriolés cet été, un chiffre qui grimpe à 65% au niveau national et à 71% chez ceux qui partent à l'étranger, dans un pays européen.

Cette peur, bien ancrée, est favorisée par trois grands facteurs : avoir souvent entendu parler d'une recrudescence estivale des actes de cambriolage (76%), ne pas disposer d'un système de sécurité suffisant contre les effractions (24%) ou encore résider dans une zone à risques (19%). L'inquiétude s'avère également corrélée au fait d'avoir déjà été cambriolé dans le passé (16%).



Pourquoi les habitants du Sud-Est sont-ils anxieux lorsque l'on parle de cambriolage ?

Partir en vacances en étant bien assuré!

Enfin, quand on demande aux habitants du Sud-Est quelle solution leur semble la plus efficace pour quitter son logement en toute sérénité, les réponses sont partagées. La moins coûteuse, à savoir demander à des proches de passer régulièrement et de surveiller l'habitation, a la faveur de 30% des sondés. L'installation d'une alarme et le recours à un système de vidéo-surveillance sont de leur côté plébiscités par respectivement 25% et 21% des personnes interrogées.



On notera aussi que 17% des habitants du Sud-Est envisagent de renforcer le niveau de garantie de leur contrat d'assurance habitation à l'approche de leurs vacances pour sécuriser leur logement. Un chiffre à mettre en parallèle avec un autre : 25% des propriétaires estiment ne pas être suffisamment couverts contre les cambriolages. « 56% des habitants du Sud-Est ne font pas régulièrement le point sur leur niveau de garantie cambriolages. Pourtant, bien choisir son niveau de garantie est indispensable ! Une assurance habitation insuffisante peut avoir des conséquences désastreuses, non seulement en cas de cambriolage, mais aussi d'incendie ou de dégradations », conclut Christophe Dandois.

<u>Lire également - « Test : la gendarmerie vous propose d'évaluer le risque cambriolage de votre domicile »</u>

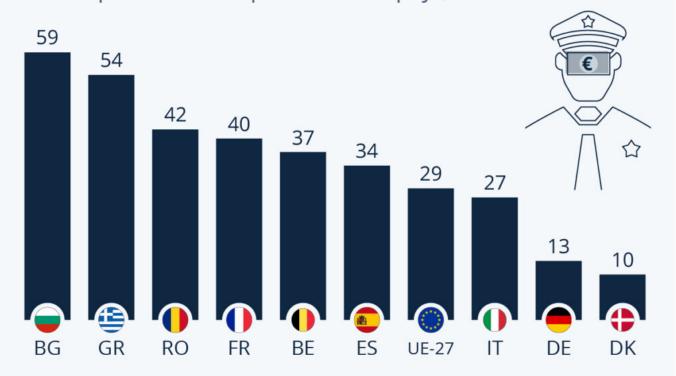
Méthodologie : cette étude a été menée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 66 ans et plus (4 catégories : 18-34 ans, 35-49 ans, 50-65 ans, 66 ans et plus). Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire anonyme (10 questions) en ligne du 28 au 30 juin 2023.

Les citoyens européens font-ils confiance à leur police ?



Près d'un Européen sur trois se méfie de la police

Part des répondants qui estiment que l'abus de pouvoir est répandu dans la police de leur pays, en %



Base: environ 1 000 personnes interrogées (15 ans et plus) par pays, en avril-mai 2023. Source: Commission européenne | Eurobaromètre











Quel niveau de confiance les citoyens européens accordent-ils à leur police ? Selon un sondage réalisé au printemps 2023 dans le cadre de l'Eurobaromètre de la Commission européenne, près d'une personne sur trois interrogée dans les pays de l'UE (29%) estime que les abus de pouvoir et/ou problèmes de corruption sont courants au sein de la police.



Cette impression est particulièrement répandue en Bulgarie, en Grèce et à Malte, où plus de la moitié des personnes interrogées ne font pas confiance aux représentants de l'ordre. La France est le pays d'Europe de l'Ouest où cette proportion est la plus élevée : 40 %, soit un chiffre nettement supérieure à la moyenne européenne. En l'espace d'un an, la part des Français qui pensent que l'abus de pouvoir est répandu dans la police a augmenté de 9 points de pourcentage, en lien notamment avec les cas de <u>violences policières</u> qui ont émaillé l'actualité du pays ces derniers temps.

Selon l'Eurobaromètre, la France fait partie, avec Malte (+22 points), des pays dans lesquels la défiance envers la police a le plus augmenté depuis l'année dernière. Globalement, on observe une perte de confiance envers les forces de l'ordre dans 14 pays sur 27. Au Luxembourg (15%), en Autriche (15%), en Allemagne (13%) et au Danemark (10%), la part des citoyens qui perçoivent des abus de pouvoir de la part de la police reste en revanche assez faible.

De Tristan Gaudiaut pour Statista